



Michel Barnier Premier Ministre adoubé par le rassemblement national, fixe une feuille de route austéritaire très dure pour le peuple et légèrement recadrée pour les ultras riches

Dans son discours de politique générale, le Premier ministre fait le choix de la poursuite de la politique du président de la République qui a échoué et a été massivement sanctionnée dans les urnes par les Françaises et les Français.

Une boussole est au cœur des annonces de Michel Barnier : mener une politique d'austérité confirmant que les deux tiers de la réduction du déficit public, plus de 20 milliards d'euros, seront assurés par la réduction des dépenses de l'Etat et des collectivités, affaiblissant ainsi les services publics de proximité et l'ensemble de notre économie. Il confirme ainsi un cap : servir le capital, au détriment du travail et de la réponse aux besoins des Français et des Françaises en métropole comme dans les Outre-Mer, des TPE-PME dont le nombre de faillites atteint un record, et des collectivités dont les ressources ne cessent d'être amputées.

Les salariés, leurs salaires et retraites, sont les grands absents de cette déclaration.

Des millions de salariés demandent de véritables hausses de salaire pour un travail qui paie, et ils obtiennent pour seule réponse une revalorisation minimale anticipée du Smic et les fausses recettes libérales que sont l'intéressement et la participation salariée.

Des millions de salariés demandent l'abrogation de la réforme des retraites, et celle-ci est rejetée par le Premier ministre qui confirme qu'aucun moyen supplémentaire ne sera dégagé au nom de « l'équilibre financier ».

Quant aux enseignants et soignants mobilisés au quotidien au service de nos concitoyennes et concitoyens, ils n'obtiennent rien d'autre qu'une vague promesse de renforts de bénévoles retraités !

Et aucune mesure n'est annoncée pour l'avenir de la jeunesse du pays, traitée sous le seul angle de la délinquance, celle-ci se voit stigmatisée et la justice des mineurs menacée de destruction.

En matière d'immigration, le Premier ministre cède à l'argumentaire du Rassemblement national, comme en témoigne notamment sa volonté de renforcer Frontex et ses pratiques contraires aux droits humains.

Pire, le Premier ministre décide d'aller plus loin dans l'austérité comme en témoignent les plafonds de dépenses prévus dans le cadre du budget 2025, en baisse de 10 milliards d'euros, touchant massivement le travail et l'emploi.

Au regard de ces choix, la surtaxe sur les grandes entreprises — qui n'est en fait qu'un retour, pour une petite minorité de grandes entreprises, sur certains cadeaux fiscaux accordé par Emmanuel Macron — vise à masquer cette nouvelle cure d'austérité. L'heure est à une remise à plat total de la politique d'exonérations et d'aides publiques aux entreprises, pour servir le progrès social et écologique.

Nous combattons de toutes nos forces le choix de l'austérité. La France a besoin d'un nouveau mode de développement, éradiquant le chômage et garantissant un emploi de qualité pour tous et toutes et la formation, davantage de dépenses orientées vers une nouvelle industrialisation sociale et écologique du pays et le développement des services publics.

En matière de politique étrangère, la voix de la France ne sera pas plus forte avec Michel Barnier, alors même que la situation européenne et mondiale, les risques d'escalade en Ukraine et au Proche-Orient appellent plus que jamais une voix indépendante de la France et une diplomatie au service de la paix.

Aux côtés de nos parlementaires qui appellent à censurer ce gouvernement, le PCF salue les organisations syndicales qui ont organisé une première journée d'action interprofessionnelle. Il appelle à amplifier la mobilisation pour combattre la politique du gouvernement Barnier.

À l'appel des syndicats CGT, FSU et Solidaires **REPRENDRE LE POUVOIR SUR NOS VIES : MARDI 1er OCTOBRE**

À l'appel de la FSU 77, de l'UD CGT77, des Retraités CGT77 et de l'UL CGT Melun, 150 militant.e.s se sont mobilisés devant la préfecture de Melun pour réclamer l'abrogation de la réforme des retraites, la hausse des salaires, la défense des services publics et de l'industrie.

En dépit des résultats des urnes, Emmanuel Macron a fait le choix de la continuité et a nommé un nouveau gouvernement toujours plus à droite. "Simple remaniement ministériel, retour aux années Sarkozy..." les qualificatifs ne manquent pas pour décrire la composition du nouvel exécutif. Sans surprise, les discours de passation des nouveaux ministres s'inscrivent dans la continuité de leur prédécesseur. Rigueur, austérité et coupes budgétaires seront les maîtres mots du gouvernement Barnier. En souhaitant à tout prix réduire le déficit en dessous des 3% d'ici 2027, le Gouvernement pourrait bien être à l'initiative de l'une des plus vastes cures austéritaires que notre pays ait connu ces dernières décennies.

Pourtant, la colère monte dans notre pays. De plus en plus de nos concitoyens ont un sentiment de relégation face à la disparition de nombreux services publics. Les agents eux-même sont de plus en plus nombreux à exprimer leur mal-être face à la dégradation considérable de leur condition de travail. L'annonce de nouvelles coupes budgétaires pourraient tout bonnement entraîner l'effondrement de pans entiers de nos services publics.

Parallèlement, les ouvriers subissent de plein fouet les multiples annonces de plans sociaux et autres

fermetures de sites industriels. A l'image du secteur automobile où le président de la fédération des industriels des équipements pour véhicules a indiqué une possible suppression de la moitié des emplois de la filière d'ici cinq ans, de nombreux secteurs industriels se trouvent en grande difficulté.

 **Relocalisons l'industrie** et battons-nous avec les syndicats, pour développer de nouvelles filières de production, répondant aux besoins humains et aux enjeux environnementaux.

 **Développons des services publics démocratisés et émancipés des critères du marché.** Cela doit être un des piliers d'un nouveau modèle social et écologique pour la santé, l'école, les transports, l'emploi et la formation, la culture, l'énergie, l'eau...

 **Luttons pour l'augmentation des salaires, des pensions et de nouveaux droits des travailleurs** : nous proposons l'indexation des salaires sur l'inflation en France et la sécurisation de l'emploi et de la



formation, financée par une autre utilisation de l'argent de la Banque centrale européenne, et que les travailleurs soient associés aux projets de leur entreprise ou service public de rattachement.



Mardi 1er octobre devant la préfecture de Melun

PAIX ET JUSTICE

Alors que des guerres bouleversent l'ordre du monde, que l'urgence est à l'action pour la paix, la France persiste à préférer le bruit des bottes au bruissement des ailes de colombe. Sa complaisance coupable à l'égard du gouvernement d'extrême droite israélien met en danger la sécurité internationale.

Après avoir abandonné le peuple palestinien aux bombes, la France abandonne le peuple du Liban, malgré l'accord de défense qui la lie à ce pays frère. Le gouvernement ne fait aucun signe pour permettre à notre pays de retrouver son rôle historique dans cette région. La politique humanitaire ne suffira pas. Il faut des décisions politiques et diplomatiques fermes. Barnier a évoqué la solution à deux États. Mais quand est-ce que la France va reconnaître l'État de Palestine ?



APRÈS UNE ANNÉE EN ENFER, IL FAUT DES ACTES CONCRETS POUR LA PAIX

Le PCF appelle à participer à la manifestation samedi 5 octobre Place de la République à 14 heures.

La France, aux côtés d'autres pays, appelle à un cessez-le-feu au Liban. Mais la réunion du Conseil de défense le 1er octobre dernier n'a débouché que sur des paroles et des postures. C'est indigne de notre pays. Cela scelle son effacement. Il faut des actes concrets, pour le Liban comme pour Gaza, pour le rétablissement de la paix et de la sécurité dans toute la région. Il faut des pressions concrètes contre Netanyahu et son gouvernement de hors-la-loi qui commettent en série crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Ce pouvoir d'extrême-droite doit être stoppé.

Le PCF appelle à des mesures concrètes et urgentes :

- La mise en œuvre de la résolution 1701 de l'ONU permettant à la FINUL de se déployer entre le fleuve Litani et la frontière, en coordination avec les autorités libanaises. Les capacités de la FINUL doivent être renforcées et la France doit y prendre toute sa part. Seule la force internationale de l'ONU et l'armée libanaise ont le droit d'être déployées dans cette zone,

- Un cessez-le-feu immédiat, général et permanent au Liban et à Gaza et le retrait des troupes israéliennes,

- Des sanctions contre le gouvernement israélien par l'interdiction d'exportation d'armes vers l'État d'Israël et la suspension de l'accord d'association UE-Israël,

- L'accès immédiat à l'aide humanitaire à Gaza et au Liban et une aide concrète aux agences de l'ONU et aux associations qui agissent dans ce sens,

- Le retour de tous les déplacés libanais et israéliens chez eux,

- La reconnaissance immédiate et inconditionnelle par la France de l'État de Palestine sur les frontières de 1967, avec

Jérusalem-Est pour capitale, aux côtés de l'État d'Israël,

- La libération des otages israéliens détenus par le Hamas,

- La libération des prisonniers politiques palestiniens,

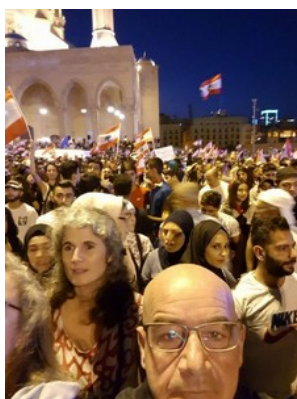
- La traduction de Benyamin Netanyahu, de ses complices et des dirigeants du Hamas devant la justice internationale, comme l'a demandé le procureur général de la Cour internationale de justice (CIJ),

- Le soutien et la solidarité pour les forces progressistes et communistes au Liban qui luttent contre la corruption et le système confessionnel,

- L'arrêt de l'occupation et de la colonisation israéliennes en Cisjordanie, à Jérusalem Est et à Gaza comme l'a dernièrement exigé la CIJ,

- Un soutien international au mouvement des femmes, au mouvement social et aux démocrates d'Iran qui luttent courageusement pour se débarrasser de la théocratie installée à Téhéran,

- Une action concrète pour la sécurité collective régionale.



Il y a 5 ans, Marianne Margaté était, avec une délégation de Mitry-Mory, au Liban pour rencontrer leurs amis palestiniens du camp de réfugiés de Nahr el Bared. Elle raconte :

« À Beyrouth, Place des martyrs, nous étions ébahis au milieu d'une foule joyeuse, déterminée, de toutes générations et confessions qui exigeait de nouveaux droits sociaux, la dignité, la fin de la corruption de la classe dirigeante. Ces manifestants étaient réunis sous un seul mot d'ordre d'Unité. Quel formidable espoir ! »

« Aujourd'hui, la région s'embrase : attentats terroristes du 7 octobre, 45 000 gazaouis tués dont tant de femmes et d'enfants (les vivants survivront ils encore longtemps ?), les bombes pleuvent sur le Liban et le gouvernement israélien cherche à entraîner l'Iran dans la guerre. Le « droit à la sécurité d'Israël », est ce le droit à une guerre sans limite contre la souveraineté des pays, au prix de milliers de victimes et d'un emballement du conflit ?

Cette guerre est la pire ennemie des peuples. »

RETOUR SUR L'ESPACE DEPARTEMENTAL A LA FÊTE DE L'HUMANITE

samedi 14 à 14h : Débat « FOUTEZ-NOUS LA PAIX » avec les amis de l'Humanité du Comité Seine-et-Marne, en présence de Rony Braumaun



Échanges nourris sur la guerre en Palestine et les rôles de l'ONU, de la Cour Internationale de Justice et de la Cour Pénale. L'ONU, est-elle à la hauteur des enjeux ? A partir de ces nombreuses agences, l'ONU tient un rôle primordial dans les aides humanitaires, les aides au développement. Mais, son conseil de sécurité, avec son droit de veto pour les membres permanents est à la fois juge et partie dans les conflits. Cela pose la question de la Justice et du droit, et de l'application du droit rendu par la CIJ et la CPI.

samedi 18h30 : Moment poésies engagées avec Alex Terrier



dimanche 15 à 13h : Débat « LOGEMENT SOCIAL, LA BOMBE A EXPLOSE, QUELLES SOLUTIONS ? » avec Marianne Margaté, sénatrice PCF, Coralie Jobelin représentante d'un bailleur social, Martin Tricard, élu à Souppes-sur-Loing pour évoquer les liens entre élus et citoyens dans le cadre d'une démocratie participative pour accompagner les locataires tous azimuts et Isabelle Huon représentante de la CNL pour les combats et luttes des locataires et faire respecter leur droit.



Un débat ambitieux face à la crise du logement, la pénurie de logements sociaux qui pourtant sont le socle du parcours résidentiel pour tous. Seulement 80 000 logements sociaux construits, là où le NFP en réclame 200 000 et la CNL 250 000. 2,7 millions de demandes en attente (7 à 11 ans selon les territoires). 5 millions de précaires énergétiques, 600 000 logements indignes et dans le même temps un nombre record de logements d'urgence qui ne suffisent pas à

loger 2000 enfants et leurs parents, sans évoquer les invisibles.

Pénurie, charges exubérantes, dégradation de l'habitat d'un côté, ponction financière et pression de l'État sur les bailleurs sociaux et Action Logement de l'autre, nous ont permis d'entrevoir quelques pistes de réflexion sur deux axes :

- Coordonner les batailles des locataires pour bénéficier des expériences victorieuses
- Défendre l'idée d'un pôle public de l'Habitat pour garantir les financements pour le foncier, la construction, l'entretien et son accès à loyer modéré, pour poser le principe du bailleur comme agent de proximité et pour assurer une mixité sociale.

L'IVG EST UN DROIT FONDAMENTAL QUI DOIT ÊTRE RENDU ACCESSIBLE !

28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement et en commémoration du 50ème anniversaire de la loi Veil, s'est tenu un débat à Vaux le Pesnil sur la constitutionnalisation de l'IVG, à l'invitation de l'association de la Ferme des Jeux.

Intervention à 2 voix avec Karine Jarry, Femmes solidaires et Marianne Margaté, sénatrice un combat à poursuivre pour obtenir les moyens nécessaires au sein de l'hémicycle.

Le 4 mars 2023, nous avons pu collectivement célébrer une victoire juridique dans la lutte pour l'accès à l'IVG en France avec sa constitutionnalisation. Pour autant, ce combat est encore et plus que jamais d'actualité.

L'accès à l'IVG peut encore être un véritable parcours du combattant : clause de conscience, désinformation, accueil culpabilisant, délais trop longs. La casse du service public, avec un manque de moyens grandissant dans le système de santé publique et une multiplication des déserts médicaux, entrave l'accès à l'IVG. Le planning familial estime à 130 le nombre de centres fermés en 15 ans. L'association vient de publier le 1er baromètre sur l'accès à l'avortement, mené par l'IFOP, où sont constatées ces difficultés : 1 femme sur 3 a ressenti des pressions lors de son avortement, la moitié des femmes ayant eu recours à un IVG ont dû attendre plus de 7 jours pour obtenir un rendez-vous, au lieu des 5 jours recommandé par l'OMS.

L'inscription de cette "liberté" dans la Constitution, ne garantit pas un accès effectif à l'IVG sur tout le territoire. Le droit à l'avortement ne sera pas rendu égalitaire avec seulement des avancées juridiques, de véritables moyens doivent être mis en œuvre.

Cet accès à l'IVG s'est posé dès l'adoption de la loi Veil et de la dépénalisation de l'avortement.

Par exemple, la question de la dissolution ou de la survie de l'association du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) qui militait pour la légalisation de l'avortement en aidant des femmes à avorter ostensiblement en utilisant la méthode de Karman avec l'aide de médecins et de bénévoles, se pose. Certaines militantes craignent que la clause de conscience pour les médecins limite de facto l'accès à l'avortement. D'ailleurs, parmi toutes les conditions restrictives prévues par la loi de 1975, seule la double clause de conscience des médecins et du personnel soignant n'a été ni supprimée, ni assouplie. La question de voir l'IVG comme un acte contrôlé par les médecins dans les hôpitaux ou dans des centres dédiés ou comme une opportunité de rendre aux femmes le contrôle de leur corps en remettant en cause une médecine qui traite davantage les femmes en objets qu'en sujets a divisé le MLAC. Cette histoire a été retracée dans le film « Annie Colère » sorti en 2022.



Marianne MARGATE notre sénatrice , une autre voix au Sénat

[voir le fil info](#)



Stop aux fermetures de classes injustifiées
Déficit public : l'État accuse, les collectivités subissent
Dossier : Paupérisation des copropriétés, un combat pour l'habitat digne

Après des années de mobilisations, l'ARS a enfin validé le transport des urgences des habitants des secteurs de Mitry-Mory et Villeparisis vers l'hôpital Robert-Ballanger, une mesure essentielle défendue aux côtés de Charlotte Blandiot-Faride, maire de Mitry-Mory et Frédéric Bouche, maire de Villeparisis.

CONFÉRENCE NATIONALE - Les communistes ouvrent le débat

Le débat des communistes pour la conférence nationale du 14 décembre est désormais ouvert. Dans un contexte politique marqué par la progression constante de l'extrême droite et par l'incapacité de la gauche et du mouvement social à marquer un coup d'arrêt à la politique néolibérale du camp présidentiel, malgré une mobilisation record dans les urnes et la victoire du Nouveau Front populaire aux législatives de cet été, les communistes ont besoin de débattre.

Le 39e congrès du PCF a posé des ambitions importantes pour notre parti. Face au défi de civilisation et à la crise de régime que connaît la France, les communistes ont analysé l'actualité du projet communiste. Révolution pour la paix, révolution des rapports de production, révolution écologique et dans tous les rapports entre humains, contre les dominations... Ces constats ouvrent un chantier conséquent pour que le PCF soit l'outil au service du rassemblement majoritaire du monde du travail. Le congrès a appelé à un grand mouvement de conquête de nouveaux droits pour le monde du travail, de nouveaux biens communs, à la conquête d'un nouveau pacte républicain, appuyé par la démocratisation du régime, le déploiement du mouvement féministe et la relance d'un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

Pour pouvoir porter ces objectifs ambitieux, le sParti communiste doit être renforcé. Adhésions, formation, promotion des cadres, qualité des analyses et du niveau du débat au sein de nos instances... la poursuite du redéploiement du PCF a été entamée. Force est de constater que face à l'ensemble de ces chantiers, la tâche est ardue et que nous demeurons aujourd'hui un parti affaibli. Nos scores électoraux ne sont pas satisfaisants et si nous agissons utilement au sein du Nouveau Front populaire, notre poids n'est pas suffisant pour déterminer l'orientation de la reconstruction de la gauche que nous souhaitons.

La conférence nationale est organisée autour de trois questions. La première porte sur notre analyse des séquences électorales des européennes et des législatives et des conséquences que nous en tirons pour préparer les prochaines élections. La deuxième interroge les moyens de gagner en efficacité dans la lutte contre l'extrême droite et les politiques capitalistes. La troisième, enfin, pose la question des campagnes politiques et idéologiques prioritaires à mener et des changements que nous devons opérer au sein de notre organisation pour les déployer.

Nous avons besoin de nous rassembler pour débattre de la mise en œuvre de nos orientations de congrès. De tirer un bilan à mi-parcours de nos objectifs de structuration, de faire le point sur les grands débats que les communistes ont souhaité nourrir sur ce mandat de 2023 à 2026, pour nous redéployer avec confiance et détermination vers les entreprises, les services publics, le monde du travail, dans nos quartiers et nos villages.

Prochain Conseil départemental : le 16 octobre
Prochain Conseil national : le 19 octobre